



THE KEY

Taxation and Customs Union

No 14, December 2000 – January 2001

ISSN 1606-0938

Nouvelle réforme du code des douanes communautaire offrant aux importateurs des instruments douaniers plus modernes

Après de nombreux mois de discussions interinstitutionnelles dans le cadre de la procédure de codécision, le Parlement européen a approuvé sans amendement, le 5 octobre 2000, la position commune arrêtée par le Conseil le 25 mai 2000 en vue de la modification du code des douanes communautaire.

Cette troisième modification du code, tout en préservant la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, permettra la simplification et la rationalisation des réglementations et procédures douanières dans la Communauté.

Modernisation

Outre quelques adaptations techniques (liées par exemple à l'introduction de l'euro ou aux nouvelles règles en matière de comitologie), le code des douanes est modifié en ce qui concerne certains de ses aspects fondamentaux.

La modification constitue un grand pas vers la déclaration «sans papiers» des importations et des exportations. En effet, certains documents devant obligatoirement accompagner la déclaration en douane, à savoir ceux nécessaires à l'application du régime douanier sollicité, pourront ne plus être présentés à l'appui de la déclaration, lorsque cette dernière aura été faite en utilisant un procédé informatique et lorsque les autorités douanières compétentes l'auront autorisé. Bien évidemment, ces documents devront néanmoins exister et être tenus à la disposition des autorités douanières (modification de l'article 77 du code). Cette réforme rendra ainsi possible un fonctionnement optimal des systèmes électroniques de déclaration en douane.

Par des renvois aux dispositions d'application du code des douanes communautaire, le recours à certains régimes douaniers économiques (perfectionnement actif, transformation sous douane, admission temporaire) sera facilité, permettant ainsi à l'avenir la mise en place d'une importante

réforme du fonctionnement desdits régimes (modification des articles 115, 117, 124, 131, 133 et 142 du code).

En raison de l'intérêt que suscite actuellement ce qu'on appelle les zones franches, un nouveau type de zone franche est créé. Bien que dénommées «zones franches», celles-ci ne seront pas clôturées et se verront appliquer, pour l'essentiel, les règles de l'entrepôt douanier (modification des articles 167 et 168 du code et ajout d'un article 168 bis).

Afin de faciliter le recouvrement des dettes douanières nées à la suite d'opérations de contrebande, les États membres qui auront découvert et constaté une fraude auront la possibilité de recouvrer eux-mêmes les droits à l'importation, alors même que la fraude aura été réalisée dans un autre État membre. Cette mesure, qui a pour objectif d'éviter les frais administratifs découlant des procédures de coopération entre les États membres concernés, sera néanmoins limitée aux dettes douanières d'un montant inférieur à 5 000 euros. Dans les autres cas, ce sera toujours l'État membre où a eu lieu l'opération frauduleuse (contrebande) qui sera compétent pour recouvrer les droits à l'importation (modification de l'article 215 du code).

(continued on p. 3)





Editorial

This is the fifth issue of *The Key* that we have been able to offer you in 2000. We hope you have enjoyed reading our magazine this year. A special thanks goes to all the correspondents and contributors who made it possible to provide you with useful and interesting information on the activities of our Directorate-General.

Information is one of the keywords of the Commission which has now been in office for well over a year. The

Nouvelle réforme du code des douanes communautaire offrant aux importateurs des instruments douaniers plus modernes	1
Editorial	2
Péages: «VAT or not VAT», telle était la question	4
Vers une modernisation des conditions imposées à la facturation en Europe	6
The Challenge of EU Membership	8
Simplification importante des obligations TVA	10
In the Courts	11
In the Parliament	12
In the Council	15
In the Economic and Social Committee	16
The Official Journal – C-Series	17
The Official Journal – L-Series	17
Seminars, Conferences and Colloquia	17
New organisation chart	19
Publications	20

Editor: Tony Griffiths
Tel. (32-2) 295 57 29 – Fax (32-2) 296 19 31
E-mail: herbert.griffiths@cec.eu.int

Correspondents and contributors to the rubrics section of this edition:

- Nicole Wieme (la Cour)
- Tim Hayes (TVA)

The opinions expressed in this magazine are those of the authors and do not necessarily represent those of the Commission itself.

Taxation and Customs Union DG aims to provide a maximum of information. Informing the trade and the general public about our policies is vital to get our messages across. In that respect our website is becoming increasingly important. If you haven't bookmarked the address yet, here it is again: http://europa.eu.int/comm/dgs/taxation_customs/index_en.htm. There you will find the latest developments and useful information, such as the Data Dissemination System, which provides entry into several electronic databases: BTI (Binding Tariff Information), TARIC (Integrated Community Tariff), QUOTA (Tariff quotas and ceilings) and ECICS (European Customs Inventory of Chemical Substances). And of course you can read *The Key* on our website as well.

Important changes have been approved in the Community Customs Code. In this edition you can read about these and about how the "good faith"-issue, so important for importers, was solved. We also offer information on the Commission proposal which aims at harmonising, simplifying and modernising the conditions for invoicing in the European Union.

No doubt you will have read about the "toll" judgment of the European Court of Justice, which held that VAT was in most cases due on toll charges for using roads and bridges. It was extensively but not always fairly commented upon in the media. We have an article that explains the issues at stake. And we don't forget the other important Community ambition: enlargement. Representatives of three candidate countries were interviewed on the preparations of membership and the difficulties encountered. Finally, following recent changes and appointments, we provide you with an updated organisation chart of our DG.

Remember how this time last year we were full of "the" bug? There are no bug-warnings this year, so we're hoping for a smooth transition, at least, into the next New Year. On behalf of all the personnel in the Taxation and Customs Union DG we wish you a very happy and successful 2001. We have lots in store for you, not least a report on the issues discussed in the recent European Forum on the Fight against Counterfeiting and Piracy, which was held in Paris on 20 and 21 November 2000. Meanwhile, make sure your seasonal gifts are the genuine article!



Protection de la «bonne foi»

La modification du code introduit également une nouvelle définition de la protection de la «bonne foi» des opérateurs qui importent des biens dans le cadre des régimes préférentiels au moyen de certificats d'origine qui s'avèrent par la suite être incorrects.

En effet, dans le domaine des régimes préférentiels, des droits réduits ou nuls sont applicables lorsque les marchandises importées sont originaires de certains pays particuliers. Afin de prouver que les marchandises sont bien originaires d'un de ces pays, les importateurs présentent à l'importation un certificat d'origine délivré par les autorités compétentes des pays tiers (sur demande de l'exportateur).

Le code des douanes prévoit que les États membres ne perçoivent pas a posteriori (c'est-à-dire à la suite d'un contrôle a posteriori qui peut remonter sur trois ans) les droits de douane lorsque ceux-ci n'avaient pas été perçus par suite d'une erreur des autorités douanières, erreur qui ne pouvait pas raisonnablement être décelée par l'importateur concerné agissant de bonne foi.

Afin de protéger, à la fois, la bonne foi des importateurs et les intérêts financiers des Communautés, le Parlement, le Conseil et la Commission ont finalement, après de longues et difficiles discussions, réussi à se mettre d'accord sur les limites du risque commercial incombant normalement à un importateur sollicitant le bénéfice d'un régime tarifaire préférentiel.

Ainsi, à l'avenir, lorsqu'un certificat délivré par une autorité compétente d'un pays tiers et permettant l'obtention d'un régime préférentiel s'avérera incorrect, il y aura une erreur non décelable par l'importateur. Ce dernier sera alors protégé et les droits ne seront pas perçus.

Il perdra en revanche cette protection si les autorités du pays tiers (celles qui ont délivré le certificat) ont été induites en erreur par l'exportateur, c'est-à-dire si l'exportateur a présenté de manière incorrecte les faits auxdites autorités. Les droits

Zusammenfassung:

Erneute Reform des Zollkodex bietet Einführern moderne zollrechtliche Instrumente

Die dritte Änderung des gemeinschaftlichen Zollkodex wird die Vereinfachung und die Rationalisierung der Zollregelungen und Verfahren in der Gemeinschaft erlauben. Sie stellt einen großen Schritt in Richtung der «papierlosen» Erklärung der Einführen und Ausführen dar. Auch entsteht ein neuer Typ von Freizonen, auf den im Wesentlichen die Regeln der Zolllager angewandt werden. Die Änderung des Kodex führt ebenfalls eine neue Definition des Vertrauensschutzes (guter Glaube) der Wirtschaftsbeteiligten ein, die Güter im Rahmen der Vorzugsbehandlungen mit Hilfe von Ursprungszertifikaten einführen, die sich später als unrichtig erweisen. Ein Gleichgewicht ist erreicht zwischen dem Schutz der finanziellen Interessen der Gemeinschaft und der Toleranz, dem Einführer zu erlauben, ihren guten Glauben zu beweisen, indem man darauf geachtet hat, dass alle Bedingungen für die Anwendung der Vorzugsbehandlungen erfüllt sind.

devront alors être perçus. Toutefois, même si l'exportateur a présenté de manière incorrecte les faits aux autorités compétentes du pays tiers, l'importateur restera protégé dans une hypothèse, à savoir en cas de «mauvaise administration» de la part des autorités dudit pays tiers (c'est-à-dire lorsque les autorités compétentes de ce pays savaient ou auraient dû savoir que les marchandises ne remplissaient pas les conditions requises pour bénéficier de la préférence tarifaire).

En tout état de cause, pour être protégé, l'importateur devra pouvoir démontrer qu'il a fait preuve de diligence et aucun avis ne devra avoir été publié au *Journal officiel des Communautés européennes* informant les opérateurs de doutes quant à la bonne application du régime préférentiel par un État tiers [modification de l'article 220, paragraphe 2, lettre b), du code].

Remarques et conclusion

Il convient par ailleurs de noter que certaines mesures nouvelles proposées par la Commission n'ont pas été retenues par le Parlement et le Conseil.

Ainsi en est-il notamment du souhait qu'avait la Commission de limiter les possibilités des États membres de réserver à certaines catégories professionnelles, l'un des deux modes de représentation en douane (directe ou indirecte). Afin de mettre fin au cloisonnement du marché intérieur, la Commission défendait en effet l'idée que seule la représentation indirecte (système dans lequel le représentant est débiteur de la dette douanière au même titre que le représenté) pourrait être réservée, par les États membres, aux commissionnaires en douane.

De même, le Parlement et le Conseil n'ont pas retenu une disposition qui aurait permis à certains opérateurs, bénéficiant de procédures simplifiées de dédouanement, de payer les droits à l'importation dans l'État membre où ils ont le siège central de leur firme (et où ils déposent la déclaration complémentaire globale) alors que les marchandises sont

Summary:

New reform of the Community Customs Code, offering importers modern Customs tools

The third modification of the Community Customs Code will simplify and rationalise customs regulations and procedures in the Community. It constitutes a major step towards the «paperless» declaration of imports and exports. In addition, a new type of free zone is created in which, in essence, customs warehouse rules will apply. The modification of the code also introduces a new definition to protect the «good faith» of operators who import goods within the framework of preferential régimes using certificates of origin which later prove to be incorrect. A balance was reached between safeguarding the financial interests of the Community and the level of tolerance to be shown to importers to prove their good faith, whilst ensuring that all the conditions for applying preferential treatment are met.



prises en libre pratique dans plusieurs États membres. Il convient néanmoins de noter que le Parlement européen, tout en estimant cette mesure comme prématurée pour le moment, a demandé à la Commission de présenter à l'avenir une nouvelle proposition législative à cet égard.

En tout cas, cette nouvelle modification du code des douanes va dans l'intérêt des opérateurs comme des administrations

douanières car elle réduira les coûts et accélérera les procédures notamment en facilitant les procédures électroniques.

Les modifications entreront en vigueur sept jours après la publication au *Journal officiel des Communautés européennes* du règlement modifiant le règlement (CEE) n° 2913/92.

Hervé Godin – Unité B.1

Péages: «VAT or not VAT», telle était la question

La TVA est-elle due sur les péages perçus pour l'utilisation des infrastructures routières? Telle était la question à laquelle la Cour de Justice des Communautés européennes a été appelée à se prononcer.

S'il existe partout en Europe des autoroutes et des ouvrages routiers (ponts, tunnels), un péage n'est pas systématiquement réclamé. Mais la disparité ne s'arrêtait pas là. Au regard de la TVA, certains États membres considéraient que le péage constitue la contrepartie de la prestation de services consistant à mettre à la disposition d'un utilisateur une infrastructure routière rapide et commode; par contre, d'autres États membres considéraient que le péage représente une taxe perçue au nom de l'État par le concessionnaire de l'ouvrage.

En fait, quatre États membres disposent d'un réseau autoroutier payant important, à savoir l'Espagne, la France, l'Italie et le Portugal, mais seule la France ne perçoit pas la TVA. De surcroît, quatre autres États membres ont quelques ouvrages payants mais ne perçoivent pas non plus la TVA, à savoir la Grèce (deux routes), l'Irlande (deux ponts à Dublin), les Pays-Bas (un tunnel) et le Royaume-Uni (quelques ponts, tunnels et routes).

La Commission a saisi la Cour de Justice contre ces cinq États membres (Grèce, France, Irlande, Pays-Bas et Royaume-Uni) pour infraction au régime communautaire de la TVA ainsi que pour ne pas avoir versé à la Commission les ressources propres afférentes à ces opérations taxables.

L'arrêt de la Cour de Justice a été rendu le 12 septembre 2000.

En ce qui concerne l'aspect TVA, la Cour a dit pour droit que la mise à disposition d'une infrastructure routière, moyennant versement d'un péage, constitue une prestation de services effectuée à titre onéreux au sens de l'article 2, point 1, de la sixième directive TVA du 17 mai 1977 (modifiée). Sur la base de cette disposition, la Cour a condamné la France, l'Irlande et le Royaume-Uni. Toutefois, lorsque les infrastructures sont exploitées directement par des opérateurs publics et dans le cadre du régime juridique qui leur

est particulier, l'activité n'est pas assujettie en vertu de l'article 4, paragraphe 5, premier alinéa, de ladite directive. Sur la base de cette disposition, les recours contre la Grèce et les Pays-Bas ont été rejetés.

En ce qui concerne l'aspect «ressources propres», la Cour a limité les effets de ses arrêts à quatre années avant la saisine, à savoir l'exercice budgétaire 1993 pour la France et l'exercice budgétaire 1994 pour l'Irlande et le Royaume-Uni.

La Commission avait, à l'origine de ce dossier, été saisie d'une plainte des transporteurs routiers internationaux contre la France. Ceux-ci avaient en effet constaté que lorsqu'ils circulaient en Espagne ou en Italie par exemple, ils pouvaient obtenir le remboursement de la TVA qui leur avait été facturée alors qu'en France, un tel remboursement n'était pas possible.

Or, l'impossibilité de déduire la TVA pour une opération entre deux assujettis n'est pas neutre. Dans le système normal de TVA communautaire, le concessionnaire d'autoroute, assujetti à la TVA, peut déduire la taxe qu'il a acquittée sur tous ses achats, ce qui représente des montants importants pour des ouvrages aussi coûteux que des infrastructures routières. Il facture ensuite la TVA à l'assujetti qui emprunte l'infrastructure, mais ce dernier peut également déduire la TVA qui ne sera due qu'à la fin de la chaîne par le consommateur final. Par contre, s'il ne peut déduire la TVA, le concessionnaire doit

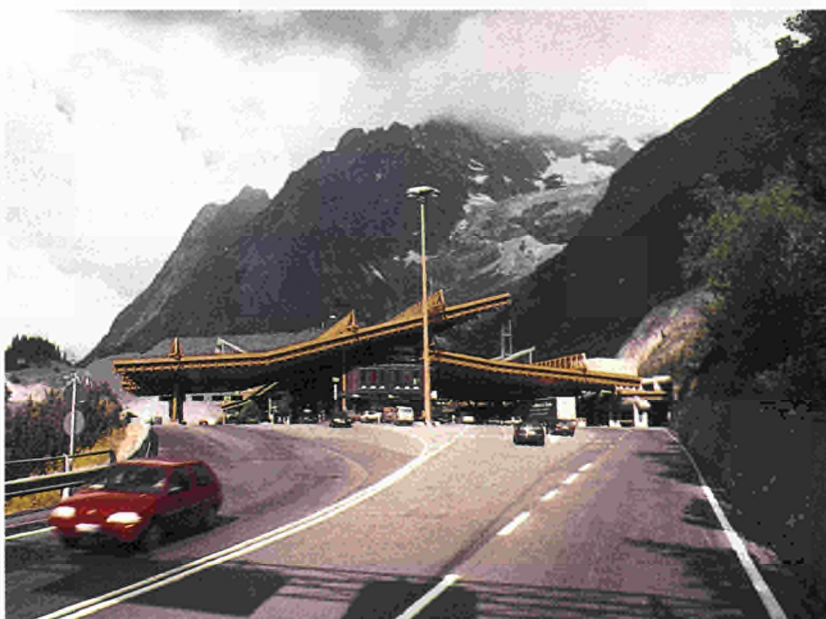


Photo: Eureka Slides



tenir compte de ces montants non déductibles lors de la fixation de ses prix. Il va dès lors répercuter la charge de cette TVA sur l'utilisateur, mais de manière occulte (en fait, un montant équivalent à la TVA est payé par le preneur du service, mais, n'étant pas facturé comme TVA, il n'est pas déductible). En conséquence, se crée une «rémanence de taxe» (c'est-à-dire une taxe perçue sur la taxe) qui renchérit les coûts et restera une composante du prix (ce que, justement, le système de la TVA tend à éviter).

Si les États membres tirent correctement les conséquences des arrêts de la Cour de Justice, les principes de base de la TVA impliquent que la taxation des péages devrait rendre le service

1) moins cher:

- pour les transporteurs, qui peuvent déduire la TVA qui leur est facturé
- pour le consommateur final, recevant le service du transporteur routier, qui se verra facturer, au stade final, un prix ne comportant pas une rémanence de taxe;

2) pas beaucoup plus élevé (et en tout cas le prix fixé ne devrait pas correspondre systématiquement au montant du péage actuel augmenté du taux de TVA applicable dans l'État membre):

- pour le consommateur final, usager de l'autoroute, parce que le concessionnaire pouvant déduire la TVA sur ses investissements devrait pouvoir fixer un prix hors taxe moins élevé en gardant la même marge bénéficiaire.

Toutefois, il faut tenir compte des éléments mentionnés ci-après.

Les infrastructures sont d'âges très différents. Pour les infrastructures anciennes, les investissements sont amortis depuis longtemps et, dès lors, les TVA en amont ne représentent plus des montants significatifs.

Le prix des péages est différent pour chaque ouvrage et est souvent fixé par l'État à la suite des discussions avec les concessionnaires.

Enfin, dans le système actuel, le budget des États membres perçoit la TVA en amont non déductible sur les investissements des concessionnaires. La modification du système va donc représenter, pour les infrastructures récentes, une perte nette pour ces États.

En conclusion, il y a lieu de noter que la Cour n'a pas suivi complètement la position de la Commission, laquelle avait fait une interprétation plus stricte de l'article 4, paragraphe 5, de la sixième directive et avait demandé à la Cour de considérer que dès lors qu'un concessionnaire, public ou privé, exploite un ouvrage routier en vue d'en retirer un profit, une telle activité entraine dans le champ d'application de la TVA et devait dès lors être taxée. La situation issue de cette jurisprudence de la Cour laisse subsister une disparité entre exploitants publics et privés, les exploitants privés fonctionnant selon un mode de gestion privé et les exploitants publics fonctionnant selon un mode de gestion public. Si, au sein d'un même territoire (national ou communautaire?), ces deux types d'exploitants coexistent, se pose alors la question de

Summary:

Tolls: VAT or not VAT, that was the question

Is VAT due on tolls collected for the use of road transport infrastructures? Such was the question put to the European Court of Justice. With regard to the VAT aspect, the Court ruled that the provision of a road transport infrastructure, for use of which payment of a toll is required, constitutes a provision of services carried out subject to payment within the meaning of Article 2, item 1, of the sixth VAT Directive. On the basis of this provision, the Court condemned France, Ireland and the United Kingdom. On the other hand proceedings against Greece and the Netherlands were rejected, on the grounds that this activity is not subject to VAT when infrastructures are exploited directly by public operators acting within the framework of their individual legal régime. The question now arises as to whether there is distortion of competition when private and public operators coexist within the same (national or Community) territory. This might well be the subject of a future question put before the Court.

Zusammenfassung:

Maut: MwSt oder nicht, das war die Frage

Ist die Mehrwertsteuer auf die Gebühren fällig, die für die Benutzung der Straßeninfrastrukturen eingenommen wurden? Dies war die Frage, zu der der EUGH angerufen wurde. Was den Aspekt der Mehrwertsteuer betrifft, hat der Gerichtshof entschieden, daß die Zurverfügungstellung einer Straßeninfrastruktur mittels der Zahlung einer Gebühr eine im Sinne von Artikel 2, Punkt 1, der sechsten Mehrwertsteuer-Richtlinie entgeltlich durchgeführte Erbringung von Dienstleistungen darstellt. Aufgrund dieser Bestimmung hat der Gerichtshof Frankreich, Irland und das Vereinigte Königreich verurteilt. Dagegen sind die Klagen gegen Griechenland und die Niederlande deshalb abgelehnt worden, weil diese Aktivität nicht der Mehrwertsteuer unterworfen wird, sofern die Infrastrukturen direkt von öffentlichen Wirtschaftsbeteiligten im Rahmen ihrer besonderen rechtlichen Verfassung genutzt werden. Die Frage stellt sich jetzt, ob es zu Wettbewerbsverzerrungen kommt, wenn in einem Territorium diese zwei Typen von Besitzern (privat und öffentlich) gleichzeitig vorhanden sind. Dies könnte Gegenstand einer nächsten Frage vor dem Gerichtshof sein.

savoir s'il y a distorsion de concurrence entre eux au sens de l'article 4, paragraphe 5, deuxième alinéa, de la sixième directive. Voilà qui pourra faire sans doute l'objet d'une prochaine question devant la Cour et peut-être d'un prochain article dans la présente revue.....

M. Wieme – Unité A.3



Vers une modernisation des conditions imposées à la facturation en Europe

Une législation nonharmonisée

La facture est un des documents les plus importants dans les relations commerciales. La réglementation à laquelle elle est soumise relève à la fois du droit commercial, du droit de la consommation et du droit fiscal. C'est toutefois dans la législation en matière de TVA qu'on pourra trouver l'essentiel des conditions aujourd'hui imposées à la facturation en Europe. Or, ces conditions sont aujourd'hui très diverses d'un État membre à l'autre, qu'il s'agisse des mentions obligatoires ou de la forme que doivent revêtir les factures.

À l'époque où la sixième directive TVA a été adoptée, cette diversité ne posait pas de problème majeur dans la mesure où il n'était pas fréquent pour une entreprise d'avoir à émettre des factures soumises à plusieurs réglementations nationales.

La situation est aujourd'hui complètement différente, et cela pour trois raisons:

- Sous l'impulsion notamment du Marché unique puis de l'Union économique et monétaire, les échanges commerciaux entre pays membres de l'Union européenne se sont considérablement intensifiés, et il est désormais très fréquent qu'une même entreprise soit amenée à émettre des factures pour des opérations taxables dans un autre État membre que le sien;
- de nombreuses entreprises actives à l'échelle du continent se sont en outre lancées dans un processus de spécialisation de leur activité de facturation et confient ainsi à une seule de leurs branches le soin d'émettre des factures pour le compte de toutes leurs entités établies dans des États membres différents;
- enfin, la facture elle-même ne se présente le plus souvent plus sous la forme d'un document papier mais sous forme électronique, ce qui ne peut que favoriser la délocalisation des activités de facturation et donc accroître les difficultés liées à l'existence de quinze législations différentes.

Il est donc nécessaire aujourd'hui de créer en matière de taxe sur la valeur ajoutée un cadre juridique harmonisé pour la facturation et donc de définir une liste de mentions obligatoires sur toute facture en Europe.

Une législation archaïque

Il est également nécessaire de moderniser la définition même de la notion de facture. En effet, la sixième directive TVA prévoit aujourd'hui que les États membres définissent les critères selon lesquels un document peut tenir lieu de facture, ce qui signifie concrètement qu'il appartient à chaque État membre de décider s'il accepte la pratique de la facturation électronique et s'il l'accepte c'est à lui d'en définir les conditions.

Or, cette pratique est aujourd'hui en phase de développement très rapide. Outre le développement de la technologie EDI (Electronic Data Interchange) qui permet depuis assez longtemps déjà l'échange de données commerciales (dont les factures) entre entreprises au sein d'un réseau fermé, on assiste aujourd'hui à un développement exponentiel de la facturation électronique via Internet, développement qui est porté par la croissance du commerce électronique lui-même.

Il existe pourtant aujourd'hui en matière de facturation électronique quinze législations complètement différentes. Dans certains pays, la facturation électronique est interdite ou elle doit être accompagnée d'un envoi parallèle de documents sur papier. Dans d'autres pays, elle est admise sous des conditions diverses plus ou moins strictes.

Or, une telle situation représente aujourd'hui une contrainte majeure pour des opérateurs qui ne comprennent pas qu'à l'heure où l'on parle du commerce électronique et de ses bienfaits sur l'emploi et la croissance, l'Europe se distingue en la matière par une législation à la fois complexe et archaïque.

Summary:

Towards a modernisation of the compulsory elements of invoices in Europe

The current conditions that apply to invoicing in Europe as laid down by VAT legislation are at the same time heterogeneous, complex and out of date.

Electronic invoicing is in full development, developing at the same pace as electronic trade. Very often companies have taxable activities in several Member States but they may well regroup their centres for invoicing within a single entity.

The existence of different legislation (list of compulsory indications and conditions of electronic invoicing) thus becomes a burden likely to harm the competitiveness of European companies and the development of electronic trade.

The Commission, therefore, proposes simplifying and harmonising the conditions relating to value-added tax within the Community. It also proposes to adapt these conditions to the development of new technologies by giving a clear legal basis to electronic invoicing and to the electronic storage of invoices.

Companies will thus be able to benefit fully from the opportunities offered by electronic invoicing, which will facilitate the development of electronic trade.



Les entreprises établies dans plusieurs États membres et voulant se lancer dans l'aventure de la facturation électronique devront ainsi demander une autorisation spéciale dans certains États, elles devront utiliser telle ou telle technologie spécifique à chaque État membre pour la création, la transmission et le stockage des factures par voie électronique, elles devront compter sur une liste de mentions différente pour chaque pays, devront stocker les informations durant une période différente dans chaque pays, devront parfois faire un envoi simultané sur papier, etc.

Que faire?

Le rapport sur les conclusions de la seconde phase de l'exercice SLIM (**S**impler **L**egislation for the **S**ingle **M**arket) contenait un engagement de la Commission à étudier les mentions nécessaires à l'établissement d'une facture en matière de taxe sur la valeur ajoutée et à déterminer les exigences juridiques et techniques en matière de facturation électronique.

La Commission a donc lancé à la fin de l'année 1998 une étude exhaustive sur ce sujet dont les résultats plaident en faveur d'une harmonisation des règles posées par la sixième directive.

Zusammenfassung:

Die Modernisierung der zwingenden Angaben bei der Rechnungsstellung in Europa

Die derzeitigen Anforderungen der MwSt.-Gesetze an die Rechnungsstellung in Europa sind heterogen, komplex und veraltet.

Die Entwicklung der elektronischen Rechnungsstellung ist parallel zur Entwicklung des elektronischen Handels in vollem Gange. Ferner verrichten die Unternehmen zwar häufig steuerbare Aktivitäten in mehreren Mitgliedstaaten, bündeln jedoch ihre Fakturierungszentren innerhalb einer einzigen juristischen Person.

Die Existenz unterschiedlicher Gesetze (Liste der zwingenden Angaben und die Voraussetzungen für die elektronische Rechnungsstellung) wird so zu einer Last, die der Wettbewerbsfähigkeit der europäischen Unternehmen und der Entwicklung des elektronischen Handels schaden kann.

Die Kommission schlägt deshalb vor, innerhalb der Gemeinschaft die Bedingungen für die Rechnungsstellung im Mehrwertsteuerbereich zu vereinfachen und zu harmonisieren. Sie schlägt ebenfalls vor, diese Bedingungen an die Entwicklung der neuen Technologien anzupassen, indem sie der elektronischen Rechnungsstellung und dem elektronischen Speichern von Rechnungen eine klare Rechtsgrundlage gibt.

Die Unternehmen können so die Möglichkeiten, die die elektronische Rechnungsstellung bietet, in vollem Umfang nutzen, was wiederum die Entwicklung des elektronischen Handels begünstigen wird.

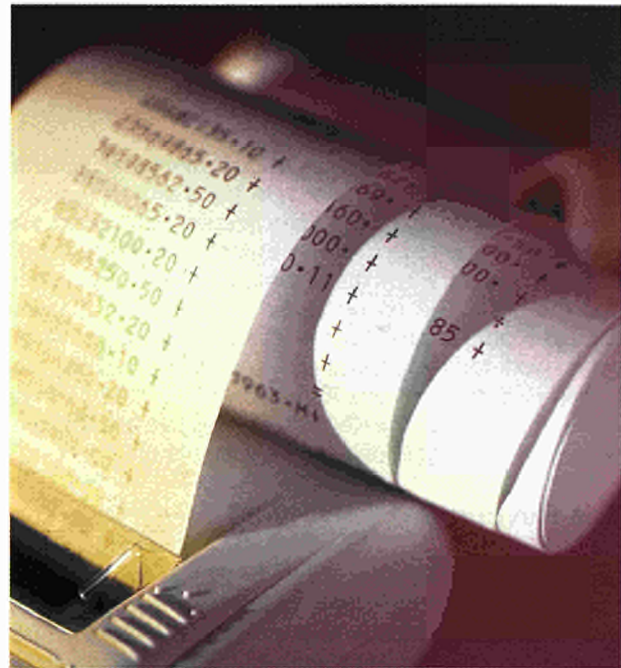


Photo: Eureka Slides

Les recommandations de cette étude (dont le rapport final est disponible sur le site Internet de la Direction générale de la Fiscalité et de l'Union douanière (http://europa.eu.int/comm/taxation_customs/french/publications/reports_studies/report_fr.htm) ont en outre été largement soutenues tant par les opérateurs que par les administrations fiscales.

La Commission vient par conséquent d'adopter une proposition de directive modifiant la sixième directive TVA en vue d'harmoniser, de simplifier et de moderniser les conditions imposées à la facturation dans l'Union européenne [COM(2000) 650 final du 17 novembre 2000, également disponible sur notre site Internet]. L'ambition de cette proposition est de créer un cadre juridique européen tant pour les mentions à indiquer sur les factures aux fins de la législation TVA que pour la pratique de la facturation électronique.

Il en résultera à la fois une simplification des obligations des entreprises, notamment pour les plus petites d'entre elles, et un encouragement au développement du commerce électronique. À terme, c'est la compétitivité elle-même de l'industrie européenne qui sera améliorée, ce qui ne pourra qu'avoir un impact positif sur l'emploi.

Cette initiative s'inscrit donc à la fois dans le cadre de la nouvelle stratégie de la Commission en vue d'améliorer le fonctionnement du système actuel de TVA, en le simplifiant et en le modernisant, mais également dans le cadre de l'initiative «eEurope» visant à promouvoir le commerce électronique sur le vieux continent.

Patrice Pillat – Unité C.3



The Challenge of EU Membership

Momentous historical change is about more than just the law and maps, it is about people too. For this reason, *The Key* decided that it would be interesting to explore a personal perspective, by interviewing representatives of candidate countries on the preparations for membership and the difficulties encountered. We spoke to Messrs Ciprian Rusu, Tomas Kucirek and Sigitas Mitkus, all of whom work for the respective Missions of Romania, the Czech Republic and the Republic of Lithuania. With a focus on Customs, *The Key* asked about their experience and views of change, past, present and future.

The Revolution

Sometimes one forgets that the Iron Curtain was a reality that divided Europe for a very long time, right up until just over a decade ago when revolutions shook Central and Eastern Europe. In these times, Customs formed part of a highly centralised state apparatus, more to do with control and planning than trade facilitation. As Mr Kucirek said of the Czech Republic: *Before 1989, Customs checked only about 14 foreign trade companies for which the volume of trade and customs duties were planned already.*

And in the words of Mr Rusu: *The Romanian Customs Administration before the Revolution, as all other public institutions, was a hyper-centralised body both in terms of organisation and style of work. This also meant that Customs was somehow feared by citizens, being perceived together with the former police as the watchdog of the ancient regime.*

When the revolutions came, there were days of both hope and confusion for Customs. In Lithuania, for a short period between the re-establishment of Lithuanian Customs (9.10.1990) and the collapse of the August Coup in Moscow in 1991, there were even two competing Customs Administrations operating simultaneously, one for the Soviet Union, one for the independent republic.

And After

After the revolutions, the challenges facing the Customs Administrations were truly enormous. As international trade began to develop and the political goal of membership of the EU became firm, so Customs was required to develop a good balance between efficient control and facilitation of trade. All three of our interviewees talked of the good spirit and determination that existed among customs officials in those early post Soviet years.

New regulations in the areas of tariffs, rules of origin and customs valuation were adopted. The candidate countries also adopted Customs Codes that were modelled on the Community Customs Code and all administrations undertook impressive efforts in staff retraining. Today the majority of customs legislation in Candidate Countries is in fact harmonised with the legislation of the European Community.

As Customs developed in the post-Soviet years, so too did the contacts with the EU and its Member States. International cooperation was particularly important and our interviewees stressed the priority of international work in the areas of mutual assistance, the sharing of best practices between countries, and the fight against international crime, smuggling and drug trafficking.

All three representatives identified broadly similar challenges for their customs administrations, for example the need to develop further in the areas of computerisation, training, trade facilitation and the modernisation of enforcement and control techniques.

Naturally, there are differences. For example, Poland and Lithuania are in the position of sharing borders with the enclosed Russian Federation territory of Kaliningrad. The question of borders is often central. Whichever candidate countries join the EU, Romania will still maintain an external border with Ukraine and Moldova. The Czech

*From left to right:
Mr Tomas Kucirek
(Czech Republic),
Mr Sigitas Mitkus
(Republic of Lithuania)
and Mr Ciprian Rusu
(Romania)*



Republic on the other hand has borders with Poland, Slovakia and Hungary. Should the Czech Customs Administration plan for an external border or not? Such questions are difficult to answer, but are important to the process of resource planning.

In Brussels

Finally, *The Key* asked all representatives about their work in Brussels. The response was a common appreciation of the value of working at the centre of the accession process. At the same time, everyone considered it essential to their work to stay in close contact with the administrations at home, and so make an active contribution to the preparations for membership of the EU.

As Mr Rusu stated: *My view is that a customs attaché should not only be a postal box exchanging messages with his Capital: S/he should have a pro-active attitude i.e. be able to get the right information at the right time and professionally assess the situation.*

Naturally, living and working away from home has a few disadvantages. These were probably summed up best by Mr Mitkus of Lithuania who when asked whether there

Zusammenfassung: Herausforderung Beitritt

Vertreter von drei Kandidatenländern (Rumänien, die Tschechische Republik und die Republik Litauen) wurden über ihre Vorbereitungen für die Mitgliedschaft und die angetroffenen Schwierigkeiten befragt.

Vor 1989 bildete der Zoll einen Teil eines hoch zentralisierten Staatsapparats, der eher mit Kontrolle und Planung zu tun hatte als mit Handels erleichterung. Der Zoll überprüfte nur eine begrenzte Anzahl von Unternehmen des Außenhandels, für die ohnehin das Volumen des Handels und der Zölle schon geplant waren. Nach den «Revolutionen» begann der internationale Handel sich zu entwickeln und das politische Ziel der Mitgliedschaft der EU wurde festgelegt. Daher war der Zoll erforderlich, um ein Gleichgewicht zwischen effizienter Kontrolle und Förderung des Handels zu entwickeln. Neue Zollvorschriften wurden angenommen, und heute ist die Mehrheit des Zollrechts in den Kandidatenländern tatsächlich mit den Rechtsvorschriften der Europäischen Gemeinschaft harmonisiert. Alle drei Vertreter identifizierten weitgehend ähnliche Herausforderungen für ihre Zollverwaltungen, zum Beispiel die Notwendigkeit, sich weiter auf den Gebieten der Informatisierung, der Ausbildung, der Handels erleichterung und der Modernisierung der Durchführung und von Kontrollmethoden zu entwickeln.

Résumé:

Le défi de l'adhésion européenne

Les représentants de trois pays candidats (Roumanie, la République tchèque et la Lituanie) ont été interviewés au sujet de leur préparation de l'adhésion et des difficultés rencontrées. Avant 1989, les douanes faisaient partie d'un ensemble d'États hautement centralisés, qui avaient plus à faire dans le cadre du contrôle et de la planification que dans celui de l'aide aux échanges. Les douanes ne vérifiaient qu'un nombre limité de sociétés de commerce extérieur, pour lesquelles le volume des échanges et les droits de douane avaient déjà été fixés n'importe comment. Après les révolutions, le commerce international a commencé à se développer et l'objectif politique de l'adhésion à l'UE est devenu ferme, ainsi, les douanes ont été obligées de développer un bon équilibre entre le contrôle efficace et la facilitation du commerce. De nouveaux règlements douaniers ont été adoptés et aujourd'hui la majorité de la législation douanière dans les pays candidats est en fait harmonisée avec la législation de la Communauté européenne. Les trois représentants ont identifié largement des défis semblables pour leurs administrations douanières, par exemple la nécessité de poursuivre le développement dans les domaines de l'informatisation, la formation, l'aide aux échanges et la modernisation de l'application et des techniques de contrôle.

were any negative sides to his work in Brussels replied as follows:

What I am missing most is the atmosphere after matches with the Lithuanian basketball team. As you know, the Lithuanian basketball team won the bronze medal in the Sydney Olympic Games. I was told that the whole of Lithuania was celebrating the bronze medal by hoisting the national flag!!

Hal MacDermot – Unit A.4



Simplification importante des obligations TVA

Dès le 1^{er} janvier 2002, la désignation d'un représentant fiscal deviendra facultative pour les opérateurs européens

Le Conseil a adopté le 17 octobre dernier une directive supprimant à compter du 1^{er} janvier 2002 l'obligation faite aux opérateurs européens par le système de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de désigner un représentant fiscal dans les États membres où ils ne sont pas établis.

La directive constitue une simplification importante pour toutes les entreprises européennes ayant des activités imposables dans un État membre autre que celui où elles sont établies.

Elle prévoit notamment que:

- la désignation d'un représentant fiscal responsable ou de tout agent fiscal ou mandataire ne sera plus une obligation pour les opérateurs européens qui effectuent des opérations imposables dans un autre État membre, mais désormais une simple option offerte à ces opérateurs;
- les États membres conserveront la possibilité de prévoir que le destinataire est redevable de la TVA (système du «reverse charge») dans le cadre des relations entre assujettis.

Actuellement, le redevable de principe de la TVA est l'opérateur effectuant des opérations imposables. Toutefois, lorsque cet opérateur n'est pas établi dans l'État membre où les opérations sont effectuées, la législation communautaire permet à cet État membre ou bien d'imposer la désignation

d'un représentant fiscal ou bien de considérer le client assujetti comme étant redevable de la taxe à la place du fournisseur.

Cette faculté laissée aux États membres trouvait sa justification dans le fait qu'elle permettait aux administrations nationales de s'assurer du bon acquittement des obligations fiscales plus facilement qu'en ayant à traiter directement avec l'assujetti non établi.

La désignation du destinataire comme redevable de la taxe («reverse charge») ne pose pas de problème fondamental et est généralement considérée par les opérateurs comme une mesure de simplification, dans la mesure où elle supprime toute obligation fiscale pour l'opérateur non établi. Son usage est toutefois limité aux opérations entre assujettis à la TVA.

La représentation fiscale s'est en revanche révélée être un système complexe, contraignant et très coûteux pour les opérateurs. C'est pourquoi ce système a été considéré par ces derniers, dans le cadre de l'initiative SLIM (Simpler Legislation for the Single Market), comme une entrave majeure au fonctionnement du marché intérieur. Cette contrainte n'est aujourd'hui plus justifiée dans la mesure où il existe un cadre juridique communautaire organisant l'assistance mutuelle entre les États membres.

Patrice Pillet – Unité C.3

Zusammenfassung:

Wichtige Vereinfachung der Umsatzsteuerpflichten

Ab 1. Januar 2002 müssen europäische Wirtschaftsbeteiligte nicht mehr wie bisher einen Steuervertreter in einem anderen Mitgliedstaat als dem ihres Sitzes bestellen. Die Bestimmung des Empfängers als steuerpflichtige Person („reverse charge“), wirft keine großen Probleme auf, sondern wird von den Wirtschaftsbeteiligten als eine Vereinfachungsmaßnahme begrüßt.

Die steuerliche Vertretung hatte sich als ein für die Wirtschaftsbeteiligten komplexes, verbindliches und sehr teures System erwiesen. Deshalb wurde sie auch im Rahmen der SLIM-Initiative als ein erhebliches Hindernis für das Funktionieren des Binnenmarkts empfunden. Ferner ist eine solche Verpflichtung nicht mehr gerechtfertigt, da es in der Gemeinschaft gesetzliche Rahmenvereinbarungen gibt, die die gegenseitige Amtshilfe zwischen den Mitgliedstaaten regeln.

Summary:

Important simplification of VAT requirements

With effect from 1 January 2002, European operators will no longer have to nominate a tax representative in the Member States where they are not established, as they are currently obliged to do under the VAT system. The nomination of the recipient as the person liable to pay tax («reverse charge») does not raise any fundamental problems and is generally considered by the operators as simplifying procedures.

Tax representation, on the other hand, has shown itself to be a complex, binding and very expensive system for operators. This is why this system was identified, within the framework of the SLIM initiative, as a major obstacle to the functioning of the internal market. Today this constraint is no longer justified, insofar as there is a Community legal framework providing for mutual assistance between Member States.





In the Courts

Arrêts du 12 septembre 2000 dans les affaires C-276/97 (Commission / France), C-258/97 (Commission / Irlande), C-359/97 (Commission / Royaume-Uni), C-408/97 (Commission / Pays-Bas) et C-260/98 (Commission / Grèce)

Interprétation de l'article 2 et de l'article 4, paragraphe 5, de la sixième directive TVA du 17 mai 1977 (modifiée)

La mise à disposition d'une infrastructure routière moyennant versement d'un péage constitue une prestation de services effectuée à titre onéreux au sens de l'article 2, point 1, de la sixième directive.

Toutefois, lorsque les infrastructures sont exploitées directement par des opérateurs publics et dans le cadre du régime juridique qui leur est particulier, l'activité n'est pas assujettie en vertu de l'article 4, paragraphe 5, premier alinéa, de la sixième directive.

La Cour a constaté que, en France, en Irlande et au Royaume-Uni, l'activité est exercée, du moins partiellement, par des opérateurs privés, et ces trois États membres ont été condamnés. Par contre, en Grèce et aux Pays-Bas, les conditions de l'article 4, paragraphe 5, étant réunies, la Commission a été déboutée de son action contre ces deux États membres.

En ce qui concerne les ressources propres, la Cour limite les effets à quatre années avant la saisine de la Cour, à savoir l'exercice budgétaire 1993 pour la France et celui de 1994 pour l'Irlande et le Royaume-Uni.

Arrêt du 14 septembre 2000 dans l'affaire C-384/98 (D / W en présence de Österreichischer Bundesschatz)

Interprétation de l'article 13, (A, paragraphe 1, sous c), de la sixième directive TVA du 17 mai 1977 (modifiée)

Les prestations consistant non pas à délivrer des soins à la personne en diagnostiquant et en traitant une maladie ou toute anomalie à la santé, mais à établir, par des analyses génétiques, une recherche de paternité, ne peuvent bénéficier de l'exonération pour les «soins à la personne» prévue par l'article 13, (A, paragraphe 1, sous c), de la sixième directive TVA.

Arrêt du 19 septembre 2000 dans l'affaire C-454/98 (Schmeink & Cofreth AG & Co. KG / Finanzamt Borken et Manfred Strobel / Finanzamt Esslingen)

Interprétation de l'article 21, point 1, sous c), de la sixième directive TVA du 17 mai 1977 (modifiée)

La Cour, en complément de la jurisprudence *Génius Holding* (arrêt du 13 décembre 1989 dans l'affaire C-342/87) où elle avait précisé que le droit à déduction ne pouvait être exercé que pour la TVA due et non pour une TVA non due mais facturée, ajoute, dans le présent cas, que dans la mesure où l'émetteur de la facture a, en temps utile, éliminé complètement le risque de perte de recettes fiscales, la TVA indûment facturée doit pouvoir être régularisée sans que cette régularisation ne soit subordonnée à la bonne foi de l'émetteur de la facture. C'est à l'État membre de fixer la procédure de régularisation, mais il ne pourrait faire dépendre une telle régularisation du pouvoir d'appréciation discrétionnaire de l'administration.

Arrêt du 19 septembre 2000 dans les affaires jointes C-177/99 et C-181/99 (Ampafrance SA / Directeur des services fiscaux de Maine-et-Loire et Sanofi Synthelabo / Directeur des services fiscaux du Val-de-Marne)

Validité de la décision 89/487/CEE du Conseil du 28 juillet 1989

autorisant la France à une dérogation dans le cadre de l'article 27, paragraphes 1 à 4, de la sixième directive TVA du 17 mai 1977 (modifiée)

Alors que l'article 27 de la sixième directive permet l'introduction de *mesures particulières* pour éviter la fraude ou l'évasion fiscale, une décision du Conseil, prise sur la base dudit article 27, et qui consiste à permettre d'exclure par principe *l'ensemble* des dépenses de logement, de réception, de restaurant et de spectacles du droit à déduction de la TVA (principe fondamental du système de TVA), va au-delà de l'objectif poursuivi par l'article 27 et est donc invalide.

Arrêt du 21 septembre 2000 dans l'affaire C-19/99 (Modelo Continente SGPS SA / Fazenda Pública en présence de Ministério Público)

Interprétation de l'article 4, paragraphe 3, de l'article 10 et de l'article 12, paragraphe 1, sous c), de la directive 69/335/CEE du Conseil du 17 juillet 1969 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux (modifiée)

Des émoluments notariaux perçus pour une opération relevant de la directive par des fonctionnaires de l'État et en partie versés à cet État pour financer ses missions publiques constituent une imposition au sens de la directive 69/335/CEE et sont dès lors prohibées, lorsqu'ils sont dus pour l'établissement d'un acte notarié constatant l'augmentation du capital social ainsi que la modification des statuts d'une société de capitaux.

Par ailleurs, ils n'ont pas un caractère rémunérateur au sens de l'article 12 lorsque leur montant augmente directement et sans limite en proportion du capital souscrit. L'article 10 de la



directive, dans sa version résultant de la directive 85/303/CEE, est directement applicable.

Arrêt du 26 septembre 2000 dans l'affaire C-134/99 (IGI Investimentos Imobiliarios SA / Fazenda Publica en présence de Ministério Público)

Interprétation de l'article 4, de l'article 10 et de l'article 12, paragraphe 1, de la directive 69/335/CEE du Conseil du 17 juillet 1969 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux (modifiée)

La Cour confirme sa jurisprudence antérieure dans ses arrêts du

29 septembre 1999 (modelo I) et 21 septembre 2000 (modelo II - voir supra) en précisant que les droits perçus pour faire inscrire au registre national des personnes morales les modifications de leur capital social, dans la mesure où ils sont versés à l'État pour financer ses missions publiques sont des impositions, prohibées par l'article 10 et n'ayant pas un caractère rémunérateur dans la mesure où ils augmentent directement et sans limite en proportion du capital souscrit.

Arrêt du 27 septembre 2000 dans l'affaire T-184/97 (BP Chemicals Ltd / Commission des Communautés européennes)

Interprétation de l'article 8, paragraphe 2, de la directive 92/81/

CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant l'harmonisation des structures des droits d'accises sur les huiles minérales

Cette interprétation a été donnée par le Tribunal de première instance dans le cadre d'un recours en annulation d'une décision de la Commission déclarant compatible avec l'article 92 du traité un régime français d'aides aux carburants.

Une disposition dérogatoire comme l'article 8, paragraphe 2, qui permet notamment d'exonérer les projets pilotes visant au développement technologique de produits moins polluants est d'interprétation stricte et ne permet pas aux États membres et à la Commission d'en faire une application quasi discrétionnaire.



In the Parliament

Immigration clandestine - circulation des marchandises sous régime TIR à l'intérieur de la Communauté

Question écrite E-2262/00 de M. Hortefeux (PPE-DE - F) à la Commission

Le 19 juin 2000, le commerce de l'immigration clandestine à destination de l'Union européenne a coûté la vie à 58 personnes, découvertes décédées dans une remorque de camion dans le port de Douvres. Le camion incriminé relevait du régime TIR (transport international routier). Ces véhicules sont dotés d'un cordon scellé par des plombes douaniers, auxquels il est interdit de toucher sous peine d'infraction. Une fois les scellés apposés sur la cargaison, seuls des douaniers peuvent opérer un contrôle, mais celui-ci doit porter systématiquement sur toute la marchandise embarquée. Cette procédure a pour effet de décourager les contrôles. Les véhicules TIR sont ainsi devenus le moyen de transport privilégié des réseaux d'immigration clandestine en raison de la difficulté des contrôles. Les transporteurs et les chauffeurs sont eux-mêmes dans l'impossibilité de

contrôler les cargaisons qu'ils embarquent sous régime TIR, alors même qu'ils supportent le coût de l'immigration clandestine (conducteurs incarcérés, véhicules mis sous séquestre, marchandises perdues, etc.). De fait, le régime de transport TIR semble de plus en plus inadapté au regard des fléaux qui frappent les transporteurs internationaux, qu'il s'agisse du commerce d'immigrés clandestins, mais aussi du trafic de stupéfiants ou de la contrebande de marchandises.

1. Quelle initiative la Commission européenne pourrait-elle prendre rapidement au niveau international afin de renforcer les contrôles des marchandises embarquées par les véhicules sous régime TIR?
2. Quelles solutions la Commission européenne peut-elle proposer pour renforcer les contrôles douaniers des marchandises transportées sous régime TIR et transitant par l'Union européenne?
3. Quelles propositions la Commission européenne pourrait-elle avancer afin d'aider les entreprises européennes effectuant du transport sous régime TIR?

Réponse du commissaire Bolkestein au nom de la Commission (8 septembre 2000)

D'après les informations reçues par la Commission, le véhicule dans lequel 58 personnes ont été retrouvées mortes à Douvres ne relevait pas du régime du transport international routier (TIR), mais effectuait un transport intra-communautaire.

Les véhicules transportant des marchandises sous régime TIR sont fermés par les douanes et doivent être conçus de telle façon qu'il soit impossible d'en retirer ou d'y introduire des marchandises sans laisser de traces manifestes d'effraction ni rompre les scellés douaniers. Les autorités douanières des États membres ont affirmé qu'il n'avait pas été démontré que les problèmes de l'immigration clandestine étaient aggravés par de telles règles. Au contraire, celles-ci peuvent aider les autorités chargées du contrôle de l'immigration et les transporteurs à contrôler si un véhicule transporte des immigrés clandestins.

1 et 2. Les problèmes causés par l'immigration clandestine aux utilisateurs du carnet TIR ont fait l'objet de discussions entre la Commission et



les États membres et dans le cadre du groupe de travail de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE - ONU) chargé des questions douanières relatives au transport et, plus particulièrement, de l'application de la convention TIR au niveau international. Un bruit a couru selon lequel les mesures prises pour combattre l'immigration clandestine avaient, dans certains cas, causé des difficultés aux utilisateurs du carnet TIR, mais rien ne prouve que les règles TIR aient elles-mêmes aggravé ces difficultés. Il a été décidé qu'aucune mesure ne serait prise en rapport avec le régime TIR. Cette position demeure inchangée et la Commission ne propose donc à ce stade aucune initiative au niveau international ou communautaire en vue de renforcer les contrôles douaniers des marchandises transportées sous régime TIR.

3. Eu égard à ce qui précède, la Commission n'est pas davantage en mesure d'avancer des propositions d'aucune sorte concernant le régime TIR dans l'optique d'aider les entreprises de transports. Elle leur recommanderait, toutefois, de suivre les règles TIR existantes en matière de scellés. S'il s'avère qu'un scellé a été rompu, le transporteur doit immédiatement contacter les douanes ou toute autre autorité compétente. S'il est jugé nécessaire de rompre les scellés, cette opération ne doit se faire qu'en présence des douanes ou autres autorités compétentes, sauf en cas d'urgence, où le transporteur peut agir de sa propre initiative. La Commission ne juge pas utile d'autoriser les transporteurs à rompre eux-mêmes les scellés de manière systématique, afin de vérifier si un véhicule transporte des immigrés clandestins.

La Commission estime que, à ce stade, les solutions aux problèmes de l'immigration clandestine opérée par le biais des transports routiers ne sont pas à rechercher dans le cadre du régime TIR. Elle n'en continuera pas moins de surveiller la situation et proposera, au besoin, les mesures qui s'imposent au niveau communautaire ou international.

Spanish and Italian wine in Calais
Written Question E-2509/00 by Mr Clegg (ELDR - United Kingdom) to the Commission

Would the Commission regard the import of duty-paid beers and wines from France to the UK as a serious problem for the single market if it

affected Member States other than France and the UK?

Is the Commission aware that the proportion of Italian and Spanish wines sold to UK shoppers in France is around half the proportion of UK domestic sales of wine from those countries?

Would the Commission agree with UK brewing industry estimates that Spain is losing approximately 7 million litres of wine sales per year as a result of duty-paid imports from Calais to Dover and Italy over 10 million litres per year?

Will the Commission be reviewing these facts as part of the research project into excise duty differentials which will be completed by external consultants at the beginning of next year?

Answer given by Commissioner Bolkestein on behalf of the Commission (14 September 2000)

The Commission has not received any information about the scale of a possible reduction of sales of Spanish and Italian wines in the United Kingdom as a result of increased cross-border purchases of wine by British customers in France. As a consequence, the Commission cannot express itself on the figures cited by the British brewing industry.

As part of its next report on the levels of the minimum excise duty rates and the excise duty rates applied by Member States, which the Commission intends to submit at the beginning of 2001, the Commission has to examine these rate levels in the light of the proper functioning of the internal market. To the extent that data are available, phenomena such as that cited by the Honourable Member will be addressed in this report as well as in the study that has been commissioned from external consultants. This study will deal, more in particular, with the issue of competition between different categories of alcoholic drinks and will try to identify and explain trends in their consumption. The Commission would therefore invite the Honourable Member to submit any relevant information he has on this issue.

Fiskalvertreter in Frankreich
Schriftliche Anfrage E-2286/00 von Herrn von Wogau (PPE-DE - D) an die Kommission

Eine deutsche mittelständische Firma, die am Bau des Europäischen Parlaments in Straßburg mitgearbeitet hat, hat einen Bevollmächtigten in Gueb-

willer (Département Haut-Rhin). Bei der Abwicklung der Mehrwertsteuer im Zusammenhang mit den Bauausführungsarbeiten im Europäischen Parlament wurde der Bevollmächtigte aus Guebwiller von der Finanzverwaltung nicht anerkannt. Als Begründung wurde angegeben, der agent fiscal müsse seinen Sitz am Ort der Baustelle haben, im vorliegenden Fall im Département Bas-Rhin.

Entspricht dieses Verhalten der Finanzverwaltung den Richtlinien über die Abwicklung der Mehrwertsteuer?

Antwort von Kommissar Bolkestein im Namen der Kommission (14. September 2000)

Artikel 21 der sechsten Richtlinie des Rates 77/388/EWG vom 17. Mai 1977 zur Harmonisierung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über die Umsatzsteuern-Gemeinsames Mehrwertsteuersystem: einheitliche steuerliche Bemessungsgrundlage¹ in der Fassung der Richtlinie 91/680/EWG des Rates vom 16. Dezember 1991 zur Ergänzung des gemeinsamen Mehrwertsteuersystems und zur Änderung der Richtlinie 77/388/EWG² im Hinblick auf die Beseitigung der Steuergrenzen sieht vor, dass die Mitgliedstaaten im Falle einer steuerpflichtigen Lieferung von Gegenständen oder Erbringung von Dienstleistungen durch einen nicht im Inland ansässigen Unternehmer Regelungen treffen können, nach denen die Steuer von einer anderen Person, insbesondere einem Steuervertreter, geschuldet wird.

In der Richtlinie werden die für die Bestellung eines Steuerververtreters erforderlichen Bedingungen bzw. Modalitäten nicht festgelegt. Den Mitgliedstaaten ist es daher beim gegenwärtigen Stand der Steuerharmonisierung freigestellt, diese Bedingungen und Modalitäten zu bestimmen, die es dem betreffenden Mitgliedstaat ermöglichen sollen, eine Garantie dafür zu erhalten, dass die Steuerpflichten eines nicht in seinem Gebiet ansässigen Unternehmers erfüllt werden.

Aus diesem Grunde bedarf die Bestellung eines Steuerververtreters in bestimmten Mitgliedstaaten der Zustimmung der Verwaltung oder unterliegt der Stellung einer Kautions durch den Betroffenen, während die Bedingungen in anderen Mitgliedstaaten einfacher

1. ABL L 145 vom 13.6.1977

2. ABL L 376 vom 31.12.1991



sind. Der von dem Herrn Abgeordneten erwähnte Fall wirft zwar kein Problem im Hinblick auf die Übereinstimmung mit den Richtlinien im Bereich der Mehrwertsteuer auf, wohl aber bezüglich der Konformität mit dem in Artikel 49 (ex-Artikel 59) des EG-Vertrages enthaltenen Grundsatz des freien Dienstleistungsverkehrs.

Nach diesem Grundsatz muss es dem in einem Mitgliedstaat ansässigen und dort seine Aktivität ausübenden Steuervertreter gelegentlich möglich sein, Dienstleistungen in einem anderen Mitgliedstaat zu erbringen ohne verpflichtet zu sein, sich dort niederzulassen. Eine derartige Verpflichtung käme der Verweigerung der Dienstleistungsfreiheit gleich und würde eine Diskriminierung darstellen, die nur aus den Gründen der öffentlichen Ordnung, Sicherheit oder Gesundheit gerechtfertigt wäre, die in Artikel 46 (ex-Artikel 56) des EG-Vertrages aufgeführt sind, auf den Artikel 55 (ex-Artikel 66) dieses Vertrages verweist. Anhand der vorliegenden Informationen ist die Kommission nicht in der Lage, eine endgültige Stellungnahme zu dem von dem Herrn Abgeordneten dargelegten Fall abzugeben und bittet daher um Übersendung entsprechender Unterlagen, damit sie die Angelegenheit näher prüfen kann.

Global gesehen und um die Entwicklung des Handels im Rahmen des Binnenmarkts zu begünstigen, hat die Kommission dem Rat 1998 einen Vorschlag für eine neue Richtlinie im Bereich der Mehrwertsteuer³ unterbreitet, die darauf abzielt, die Möglichkeit auszuschließen, den Unternehmern aus anderen Mitgliedstaaten die Bestellung eines Steuerververtreters aufzuerlegen, von dem die Steuer geschuldet wird.

The impact of the Zurstrassen judgement on the new Dutch tax system

Written question E-2279/00 by Mr Pronk (PPE-DE - The Netherlands), Mrs Peijs (PPE-DE - The Netherlands) and Mrs Oomen-Ruijten (PPE-DE - The Netherlands) to the Commission

1. In the Commission's opinion, what impact will the Zurstrassen judgement have on Member States' tax systems?
2. Does this mean that the principle of the working country will acquire more prominence in tax matters?

3. Does the Commission intend to take action against Member States which refuse to bring their tax systems in line with Article 39 of the EC Treaty (formerly Article 48 of the EC Treaty) which is based on this judgement?

4. Is the reduced assessment, specified in the new Dutch tax system, which is not applicable to partners of certain categories of frontier workers a violation of Article 39 of the EC Treaty (formerly Article 48 of the EC Treaty)?

5. If so, in what way?

6. If not, what action does the Commission intend to take?

Answer given by Commissioner Bolkestein on behalf of the Commission (14 September 2000)

1. The Commission does not see any particular effect of the Zurstrassen judgment for the tax systems of the Member States. This judgment has only confirmed, in a slightly different situation, the interpretation of the EC Treaty given by the Court in the Schumacker judgment of 14 February 1995 (case C-279/93): It is contrary to Article 39 (ex Article 48) of the EC Treaty and Article 7(2) of Regulation (EEC) No 1612/68 of the Council of 15 October 1968 on freedom of movement for workers within the Community⁴ if a Member State, in taxing a person who is married and whose spouse has no income, does not take into account this fact for the sole reason that the spouse is resident in another Member State. This means, in particular, that Mr Zurstrassen, a Belgian migrant worker resident in Luxembourg, and his wife, living without her own income in Belgium, were entitled to be jointly assessed for taxation purposes in Luxembourg.

2.-3. The Zurstrassen judgment has no bearing on Member State's tax jurisdiction over a dependent worker. This is, and always has been, the State where he works, unless a tax convention provides otherwise. The Treaty, as interpreted by the Schumacker and Zurstrassen judgments has, however, a bearing on the tax treatment of such salary if it is received by a non-resident or if the spouse is a non-resident. The principle of free movement of persons requires that no discrimination in the allocation of personal allowances may result from such situations. As far as the Commission is aware, all Member States apply this interpretation and thus

respect Article 39 of the EC Treaty, but the Commission would make use of its powers under Article 226 (ex Article 169) of the EC Treaty, if it learned of a situation where this were not true.

4.-6. The new Dutch tax system, which will be applicable as from 2001, provides *inter alia* for a so-called levy rebate («heffingskorting») to replace the existing basic personal allowance. It constitutes a discount on the amount of the tax and social security contributions which a Dutch taxpayer has to pay.

In response to the Schumacker judgment, a non-resident taxpayer working in the Netherlands has the option to be taxed as if he were a resident taxpayer. In this case he is entitled to receive the personal allowances of a resident, including the levy rebate. Moreover, because he works in the Netherlands, he is subject to the Dutch social security system and is thus entitled to receive the social security part of the levy rebate.

The option to be taxed as a resident taxpayer has to be exercised by both spouses/partners jointly in order to avoid that couples accumulate allowances in both States concerned. If they make this choice, the partner of the non-resident, who may for example be living in Belgium or Germany, will also receive the tax part of the levy rebate. However, the partner will not be entitled to receive the social security part.

This system does not appear to be in conflict with the free movement principle, since the choice is left to those concerned to opt for a solution which takes into account their personal situation in a non-discriminatory way.

Erasmus programme: taxation of students

Written Question E-2538/00 by Mr MacCormick (Verts/ALE - United Kingdom) to the Commission

Can the Commission confirm that students participating in Erasmus exchange programmes as visiting students are exempt from liability to local taxation when resident as visiting students in the host country? Can the Commission therefore advise as to the proper course of action when a visiting student on an exchange between the UK and France receives tax demands, and ultimately 'final demands' from

3. ABL C 376 vom 30.12.1998

4. OJ L 257, 19.10.1996



Grenoble (second division) or any other such local authority?

Answer given by Commissioner Bolkestein on behalf of the Commission (9 October 2000)

In the absence of harmonised Community legislation, direct taxation falls in principle under the competence of the Member States.

According to the information available in the Commission, the Erasmus grants are exempted from income taxation in all the countries participating in Erasmus. The Honourable Member's question refers, however, specifically to local taxation.

There is not as such any local income tax in France. It is possible that the "local taxation" mentioned by the Honourable Member in the question

refers to taxes, dues or other fees charged by a town to residents for public services. Exchange students will not necessarily be exempted from such duties. Nor would such duties normally be covered by double taxation conventions concluded between Member States.

Proposal for a regulation of the European Parliament and of the Council amending Regulation (EEC) No 218/92 on administrative cooperation in the field of indirect taxation (VAT) and a Proposal for a Council Directive amending Directive 77/388/EEC as regards the value added tax arrangements applicable to certain services supplied by electronic means. COM(2000) 349 final

Discussion of these proposals took place in the:

- Committee on Economic and Monetary Affairs on 28 August, 6-7 and 21-23 November;
- Committee on Industry, External Trade, Research and Energy on 18-19 September, 6-7 and 22 November, and
- Committee on Legal Affairs and the Internal Market on 9 October, 16 October, 23 October and 20-21 November.

Proposal for a Council Directive amending Directive 77/388/EEC on the common system of value added tax, with regard to the length of time during which the minimum standard rate is to be applied. COM(2000) 537 final.

This proposal was discussed in the Committee on Economic and Monetary Affairs on 7 and 21 November 2000.



In the Council

ECOFIN of 26/27 November 2000

The November ECOFIN Council reached a historic agreement on the implementation of the tax package: it agreed the essential content of the proposed Directive on savings taxation; the "roll-back" arrangements under the Code of Conduct for business taxation; and the remaining open points concerning the proposed Directive on interest and royalty payments between associated companies. It also considered how to progress the Commission proposal for a Directive concerning VAT and electronic commerce.

On Savings,

- All but three Member States will move immediately towards exchange of information;
- Instead of exchanging information, Austria, Belgium and Luxembourg could apply a withholding tax for a transitional period of 7 years, at a rate of 15% for the first three years and 20% for the remainder;
- During the transitional period, the percentage of tax revenue transferred to the State of residence by the State of the paying agent is to be 75%, the other 25% remaining

- with the State of the paying agent;
- The Directive is to have a broad scope, to include interest income obtained as a result of indirect investment in bonds via Collective Investment Vehicles;
- There is to be a "grandfather clause" for bonds issued before 1 March 2001 (i.e. an exclusion from the scope of the Directive, to prevent any risk of early redemption which could entail financial losses for the bondholders).

The Presidency and the Commission will report regularly to the Council on talks with non-member countries to promote their adoption of equivalent measures in the field of the taxation of savings. The Council also invited the Member States concerned to report to it regularly on similar talks with their dependent or associated territories.

On the Interest and Royalties proposal, the Council reached a compromise on all outstanding points, including the absence of a single and compulsory certification procedure, the list of companies included in the scope of the proposal, the anti-avoidance clause, the transitional

period for Greece, Portugal and Spain and the inclusion of leasing and software in the scope of the royalties definition.

As regards the code of conduct for business taxation, the Council recalled that, as agreed by the ECOFIN Council of 1 December 1997, all harmful measures must be dismantled by 1 January 2003. Nevertheless, on a case-by-case basis, to take account of special circumstances, the Council may decide, on the basis of a report by the Code of Conduct Group, to extend the effects of certain harmful measures beyond 31 December 2005. Undertakings will, with certain exceptions, be barred from entering into harmful arrangements after 31 December 2001 and, in any case, from deriving benefit from them after 31 December 2002.

The Council invited the Working Party on Tax Questions and the Code of Conduct Group to continue to work towards final agreement on the tax package as a whole by no later than 31 December 2002.

A more detailed article on the tax package will appear in the next edition.



The Council also discussed the Commission proposal concerning taxation of electronic commerce and confirmed, for services supplied by electronic means, the principle of taxing such services supplied to Community clients and exempting those supplied to third-country customers. It also agreed to apply the normal VAT rate (except to radio and television services).

The Council's Working Group will continue to work on a solution to the problem of identifying third-country operators who provide services by electronic means to non-taxable persons in the Community. The Council asked the Working Group to submit an amended draft Directive by 30 June 2001 at the latest.

Proposal for a European Parliament and Council Directive amending Council Directive 76/308/EEC on mutual assistance for the recovery of claims. COM(1998) 364 final and COM(1999) 183 final

Discussion on the substantive details of this proposal was concluded in the Financial Questions Group on 27 September 2000.

Proposition de directive relative à la détermination du redevable de la TVA. COM(1998) 660 final

Discussion on this proposal was concluded in the Financial Questions Group on 7 September, the text was discussed by COREPER on 4 October, agreed on 11 October and adopted by ECOFIN on 17 October 2000. The directive was published in OJ L 269, 21.10.2000, p. 44.

Proposal for a Council Directive amending Directive 77/388/EEC as regards the value added tax arrangements applicable to certain services supplied by electronic means and Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council amending Regulation (EEC) No 218/92 on administrative cooperation in the field of indirect taxation (VAT). COM(2000) 349 final

Discussion continued in the Financial Questions Group on 25 September, 9 October and 10 and 17 November.

At its meeting of 17 October 2000, the *ECOFIN Council* noted the progress made on the proposal amending the sixth VAT Directive in order to cover the impact of the developing e-commerce market.

The Council heard a report from Commissioner Bolkestein, who reminded the meeting that the purpose of the Commission proposal was to redress the competitive disadvantages suffered by European undertakings compared with third-country operators. Under existing tax rules, operators from third countries carried out certain transactions tax-free for Community-based customers, while operators established in the Community were obliged to charge VAT to their customers in third countries.

Commissioner Bolkestein also stressed the potential of e-commerce for job creation. The tax system should therefore serve as an incentive, and not as a check, to this potential. In

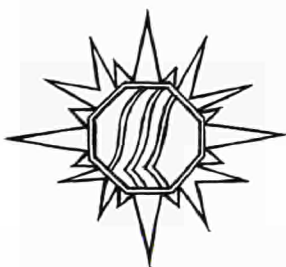
this context, he argued the Commission's case for a single place of registration for third-country operators who supplied services by electronic means to non-taxable Community customers.

After a brief exchange of views on this last point the majority of delegations were opposed to the Commission proposal in that it did not result in actual taxation in the country of consumption. These delegations endorsed the Presidency's suggestion that third-country operators should register in each of the Member States where they conducted business. Only one delegation was in favour of the Commission's proposal. Another delegation was in favour of a third type of solution under which registration would be centralised in a single Member State and the revenue would be shared out on a macroeconomic basis between the Member States in which consumption took place.

The Presidency appealed to the delegations to do their utmost to enable the Council to conclude its work on this dossier definitively at the meeting on 27 November.

Proposal for a Council Directive amending Directive 77/388/EEC on the common system of value added tax, with regard to the length of time during which the minimum standard rate is to be applied. COM(2000) 537 final

This proposal was discussed by the Financial Questions group on 26 October 2000. COREPER agreed on the text on 15 November 2000.



In the Economic and Social Committee

Proposal for a regulation of the European Parliament and of the Council amending Regulation (EEC) No 218/92 on administrative cooperation in the field of indirect taxation (VAT) and a Proposal for a Council Directive amending Directive 77/388/EEC as regards

the value added tax arrangements applicable to certain services supplied by electronic means. COM(2000) 349 final

A first discussion on these proposals took place on 6 October 2000. They were also discussed at the section meeting on 7 November 2000.

Proposal for a Council Directive amending Directive 77/388/EEC on the common system of value added tax, with regard to the length of time during which the minimum standard rate is to be applied. COM(2000) 537 final

A first discussion on this proposal took place on 7 November 2000.





The Official Journal — C-Series

The list of gold coins meeting the criteria established in Article 26B(A)(ii) of Council Directive

77/388/EEC of 17 May 1977 as amended by Directive 98/80/EC of 12 October 1998 (special scheme for

investment gold) was published in OJ C 321, 10.11.2000, p. 2.



The Official Journal — L-Series

Council Directive 2000/65/EC of 17 October 2000 amending Directive

77/388/EEC as regards the determination of the person liable for

payment of value added tax was published in OJ L 269, 21.10.2000, p: 44.



Seminars, Conferences and Colloquia

Fiscalis seminars were held on the following matters:

Auditing and VAT control in a European context in Breukelen, the Netherlands on 14-15 September 2000

During this seminar, the Dutch tax administration presented a comparative study on tax auditing in all Member States and certain other countries (*inter alia* the United States, Canada and Japan). The studies had been written by officials of the Dutch tax administration as a part of their studies for becoming chartered accountants. The Dutch officials had visited all the foreign tax administrations (mainly in the framework of the Fiscalis exchanges). An extensive checklist ensured

uniformity and all studies have been presented to the tax administration of the country in question in order to correct any errors or omissions.

From those comparative studies four items were chosen for discussion at the seminar:

(a) Firstly the use of software packages for the audit by tax administrations, as well as the legal aspects of IT auditing.

(b) Secondly, the topic of voluntary disclosure was discussed (i.e. a voluntary statement from a taxpayer before the start of an audit about errors and shortcomings in relation to a tax return) and how it affects the audit strategy.

(c) The third workshop dealt with problems related to the use of external information sources in the process of

an audit. Many Member States use sector studies and audit manuals as an extra tool during their control visits. A balance between these assistance tools and the experience of the auditor has to be looked for when conducting an audit.

(d) Finally the advantages and shortcomings of fixed arrangements were discussed. These arrangements helped certain Member States to simplify administrative burdens for traders as well as for controlling officials and to guarantee simultaneously a certain level of VAT receipts.

The discussions in the workshops offered the possibility to highlight auditing practices in other Member States and to exchange experiences on a European level.



The use of the reverse charge for VAT in Edinburgh, United Kingdom, on 27-29 September 2000

The objective of this seminar organised by the UK tax administration was to exchange experiences relating to the application and audit of the reverse charge mechanism and to identify measures needed to assure its continued viability.

The background was, in the first instance, the e-commerce proposal (COM(2000) 349 final). One of its main elements is to apply the reverse charge mechanism for business-to-business e-supplies. But it was stressed that the scope of the seminar was much wider, including all the other supplies of goods and services subject to the reverse charge mechanism (the ones listed in Article 9(2)(e) of the sixth VAT Directive or the ones permitted by Article 21(1)(a) each time the supplier is non-established). It was pointed out in this perspective that the forthcoming Directive on the person liable to pay VAT (COM(1998) 660 final), which will put an end to obligatory tax representation in the EU, will also very likely increase the scope of the reverse charge mechanism.

This seminar was separated into three parts. The first part dealt with the way Member States and candidate countries apply this mechanism. In the debate which followed a presentation made by the United Kingdom, there was wide agreement among the participants to consider that the reverse charge mechanism, which was originally conceived as an exception to the VAT system, was now the only answer to the development of international services but was also more generally the correct way of taxing supplies by non-established traders (in the absence of any tax representative). Some participants also expressed some concern about the dramatic change it implies on the VAT system itself, the exception becoming more and more the rule.

The second part of the seminar was on audit techniques for the reverse charge. During the debate which followed another presentation by the United Kingdom, participants confirmed that the reverse charge should be part of the normal audit system. The interest of carrying out computer audits was underlined, especially to be able to easily capture some targeted data. In this perspective, it was also stressed that electronic invoicing was an opportunity for tax control.

The third part of the seminar was dedicated to the future of the VAT system, and to how far we should promote the reverse charge mechanism. After presentations by Finland and the United Kingdom, the resulting debate concluded in wide agreement on using the reverse charge for Business-to-Business (B2B) e-commerce supplies but as far as Business-to-Consumer (B2C) transactions are concerned, it was stressed that innovative and electronic solutions would have to be found, involving perhaps third parties dealing with tax problems of non-established suppliers. The solutions currently developed in the United States were considered as being promising and of possible interest for the EU.

The Canadian tax administration also made a presentation, explaining how they use the reverse charge mechanism in their GST system (effectively a VAT type tax). This system is also very widely used for international services rendered in that country, including for some B2C transactions. If it works very well for B2B transactions, the Canadians, however, recognised that it was not a success for private consumers.

VAT arrangements applicable to Small and Medium-sized Enterprises (SMEs), Almancil, Portugal, on 9-10 October 2000.

The theme of this seminar was on three topics concerning SMEs:

- the existing legal framework (Article 24 of the Sixth VAT Directive) and its application in national legislation;
- monitoring and auditing of businesses qualifying for special arrangements;
- the examination of possible solutions for the improvement and harmonisation of the present special schemes and exemption thresholds.

Each topic was preceded by a presentation of a national special scheme for SMEs. Belgium, Portugal and Spain explained the characteristics of their special regimes, as well as the means of control used to monitor the business falling under the particular arrangements.

The discussions in the workshops revealed a very wide range of special schemes applicable to SMEs across the EU, ranging from flat rate schemes to exemption thresholds, as well as combinations of the two regimes. This reflected the different economic situations in the Member States. Every Member State has also developed its own control mechanisms for taxable persons subject to the special schemes in order to prevent fraud.

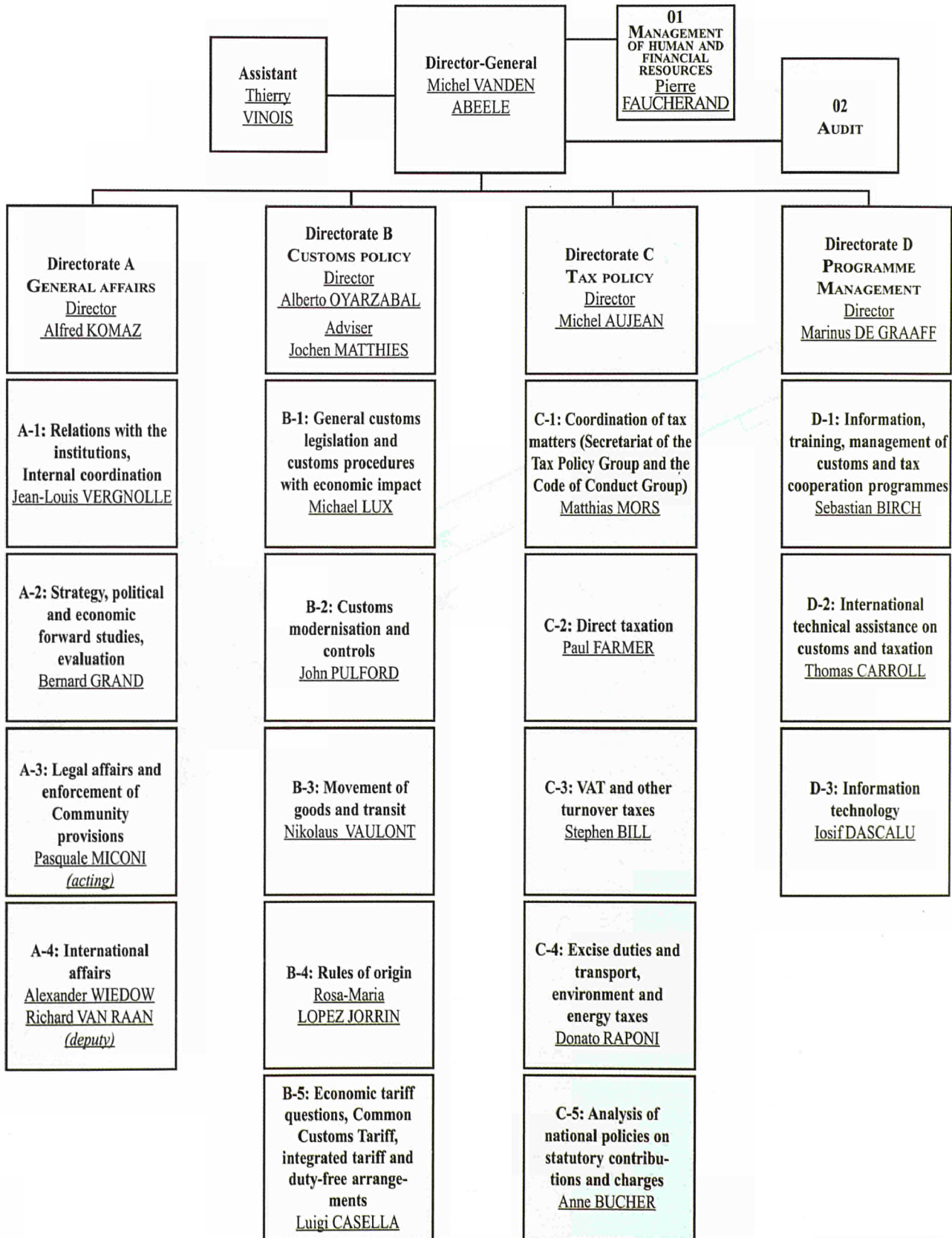
From the discussions on a possible harmonisation of the special schemes, the conclusion was that Member States are quite happy with the existing exemption thresholds and with the way their own special schemes operate. Therefore, due to the enormous differences between them, they were of the opinion that harmonisation would neither be feasible nor desirable.

Nevertheless, the maintaining of the existing variety of special schemes and exemption thresholds, without trying to create a common base for the implementation of such schemes, generates a serious obstacle to the European SMEs wanting to expand their activities to other Member States. The uncertainty and lack of knowledge in relation to the different schemes applicable in other Member States can therefore create barriers to the functioning of the internal market.



**DIRECTORATE-GENERAL
TAXATION AND CUSTOMS UNION**

New Organisation Chart





Publications

Press releases are available on the Taxation and Customs Union website:
http://europa.eu.int/comm/taxation_customs/publications/official_doc/official_doc.htm

Proposal for a Council Directive amending Directive 77/388/EEC on the common system of value added tax, with regard to the length of time during which the minimum standard rate is to be applied. COM(2000) 537 final

Proposal for a Council Directive amending Directive 77/388/EEC with a view to simplifying, modernising and harmonising the conditions laid down for invoicing in respect of value added tax. COM(2000) 650 final.

Available on the Taxation and Customs Union Directorate-General's website at: http://europa.eu.int/comm/taxation_customs/proposals/taxation/tax_prop.htm

The Key is distributed free of charge. It is also available on the WWW at the following address:
http://europa.eu.int/comm/taxation_customs/publications/thekey/key.htm

For information about this magazine, or if you want to be put on the mailing list, you can always contact the editor.

For enquiries about the work of the DG, if you don't already have the name and address of the official or Head of Unit concerned, you can either write to the Director-General of the Taxation and Customs Union DG at Rue de la Loi 200 Wetstraat, B-1049 Brussels, or you can contact the Librarian/Information Officer by fax (32-2) 296.19.31 or by E-mail: librarian-information@cec.eu.int and your request will be passed on to the appropriate quarter.



AMT FÜR AMTLICHE VERÖFFENTLICHUNGEN
 DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

OFFICE FOR OFFICIAL PUBLICATIONS
 OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES
 DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

L-2985 Luxembourg

